



FORUM POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE- Mali – 23/27 février 2007

NYELENI 2007,

Le Forum pour la Souveraineté Alimentaire

DOSSIER DE PRESSE

Les organisations Maliennes ont souhaité baptiser le Forum pour la Souveraineté Alimentaire avec un nom qui parle aux paysannes et aux paysans de leur pays. Elles ont choisi Nyéléni 2007.

« Au Mali il y a un symbole très fort qui peut être le symbole de la souveraineté alimentaire. C'est une dame qui est entrée dans l'histoire du Mali, comme étant une dame, une très grande agricultrice. Vous dites son nom, tout le monde sait ce que ce nom représente, comme mère nourricière, mère agricultrice, qui s'est battue pour s'affirmer en tant que femme dans un environnement qui ne lui était pas favorable, Cette dame, elle s'appelait Nyéléni. Si on met ce symbole tout le monde saura au Mali que c'est un combat pour la nourriture, un combat pour la souveraineté alimentaire. »

(Intervention d'Ibrahim Coulibaly)

- 1. Les objectifs du forum**
- 2. Le Mali et le village de Sélingué**
- 3. Le programme en bref**
- 4. Les participants**
- 5. Le comité de pilotage**
- 6. La souveraineté alimentaire : qu'est-ce que c'est ?**
- 7. Accréditation pour les journalistes**

Nyéléni 2007, le forum pour la souveraineté alimentaire

Face à l'échec des politiques néolibérales et à la détérioration des conditions de vie des populations urbaines et rurales, la souveraineté alimentaire intéresse un nombre croissant de décideurs politiques et de mouvements de la société civile.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation (agriculture, pêche...) et de protéger et de réglementer la production et le commerce agricoles intérieurs. Elle se distingue de la « sécurité alimentaire » qui se contentait de réfléchir au moyen de garantir une alimentation suffisante par le biais du commerce. Le principe de souveraineté alimentaire s'oppose résolument aux politiques néolibérales et propose le développement de modèles de production, de distribution et de consommation basés sur la solidarité et le respect des communautés humaines et de leur environnement.

Un collectif composé de La Via Campesina, de ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest), de la Marche Mondiale des Femmes, du Forum Mondial des Pêcheurs et des Travailleurs de la Pêche, du forum Mondial des Peuples de Pêcheurs, du Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire, du Réseau pour la Souveraineté Alimentaire et des Amis de la Terre s'est créé pour organiser **Nyéléni 2007**, le forum pour la souveraineté alimentaire.

600 délégués, originaires des cinq continents et représentants les secteurs de la société intéressés par les questions agricoles et alimentaires, viendront au Mali en février 2007.

Cette rencontre permettra de réaffirmer le droit à la souveraineté alimentaire et de préciser ses implications économiques, sociales, environnementales et politiques. Elle visera également à mettre en place une dynamique internationale pour obtenir une reconnaissance effective du droit à la souveraineté alimentaire.

Les organisateurs ont souhaité que cette rencontre se réalise en Afrique où l'agriculture occupe une place centrale et où de nombreuses familles paysannes et urbaines souffrent de la faim malgré les ressources naturelles importantes.

Le choix s'est naturellement porté vers le Mali, pays démocratique où les organisations de la société civile, qu'elles soient associatives ou syndicales, jouissent d'une liberté d'action et d'expression. Le Mali est l'un des premiers pays de la planète à avoir fait de la souveraineté alimentaire l'objectif prioritaire de sa nouvelle loi d'Orientation Agricole.

La société civile malienne a également relevé avec succès le défi de l'organisation du Forum Social Mondial Polycentrique qui s'est tenu à Bamako du 19 au 23 janvier 2006. Cette expérience sera précieuse pour gérer la logistique du Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire.

1. Les objectifs du forum

- **Définir une stratégie mondiale et collective pour que le droit des peuples à la souveraineté alimentaire soit reconnu comme un droit spécifique à part entière contraignant pour les états et garanti par l'Organisation des Nations Unies.**

- **Renforcer la construction d'un rapport de forces pour conquérir la souveraineté alimentaire.** La souveraineté alimentaire est une proposition citoyenne. La souveraineté alimentaire n'est pas une proposition de réforme sectorielle destinée à ne bénéficier qu'aux producteurs d'aliments qu'ils soient paysans ou pêcheurs.

Au contraire, la souveraineté alimentaire a des répercussions sur l'ensemble des autres secteurs de la société, en garantissant des prix décents aux paysans, elle leur permet de vivre dans leur communauté et limite l'exode vers les centres urbains; c'est une proposition citoyenne globale qui n'aura de chance d'aboutir et d'être adoptée sur la scène internationale que si elle est activement supportée par des secteurs de la population qui ne produisent pas directement leur alimentation. Nyéléni 2007 offrira l'opportunité de renforcer le dialogue avec des syndicats de salariés et des organisations internationales de consommateurs pour mieux appréhender collectivement les répercussions que la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire aura sur l'accès à la l'alimentation.

- **Développer des espaces de rencontre avec des gouvernements favorables à la souveraineté alimentaire**

Le Mali est en passe d'adopter une nouvelle Loi d'Orientation Agricole qui fait de la souveraineté alimentaire l'objectif à atteindre. Les états de la CDOA font également de plus en plus explicitement référence à la souveraineté alimentaire. D'autres pays comme le G33 développent des propositions inspirées de l'idée de souveraineté alimentaire sans utiliser en utiliser les termes.

Ces évolutions récentes montrent qu'un nombre croissant d'Etats ne croit plus que les politiques néolibérales pourront apporter une réponse à la faim et à la misère qui frappent des couches de plus en plus importantes de leurs populations et sont prêts à s'engager dans de nouvelles voies.

Le Forum pour la Souveraineté Alimentaire permettra de réfléchir à la meilleure stratégie à mettre en place pour que des Etats supportent activement la souveraineté alimentaire sur la scène internationale.

- **Obtenir la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire**

2. Le Mali et le village de Sélingué

Le Mali est un pays continental situé en Afrique de l'Ouest. Il couvre une superficie de 1.240.192 km² (plus de deux fois la France) qui fait frontières communes avec sept autres Etats : l'Algérie au Nord, le Niger à l'Est, au Sud-Est le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire et la Guinée au Sud ; à l'ouest, la Mauritanie et le Sénégal.



Le Mali connaît généralement trois saisons :

- une saison froide de novembre à février (température moyenne : 21°)
- une saison chaude de mars à mai (température moyenne : 30°)
- une saison des pluies de juin à septembre-octobre (Température moyenne : 25°)

Ces saisons se partagent entre trois climats : saharien, tropical et sahélien.

Le Mali dispose de plus de trente cours d'eau, plus ou moins intermittents, et est traversé par les deux plus grands fleuves

de l'Afrique de l'Ouest : le Niger et le Sénégal.

La population malienne est estimée à environ

12 000.000 d'habitants comprenant les ethnies : Malinkés (6%), Bamanan-dioulas (33%), Peulhs (10%), sonrhaïs (7%), Tamasheks (5%), Sénoufos (9%) etc. La population malienne est composée de ruraux pour environ 80%, les citadins n'étant que 20%. C'est une population jeune avec 48,90% de moins de 15 ans.

La langue officielle est le français, les langues nationales sont le bamanan (bambara), le malinké, le peuhl, le sonrhaï, le soninké.

Le taux brut de natalité est de 51/1000 et le taux brut de mortalité infantile 104 pour 1000 naissances. Le Mali comptera plus de 20 millions d'habitants en l'an 2025.

Le Mali a un riche passé historique : sur son territoire se sont succédé de l'IIIème au XVIIème siècle plusieurs grands empires africains : Ghana, Mali, Songhaï. Conquis par la France à la fin du XIXème siècle il devient le Soudan, faisant partie de l'AOF.

Le Mali est divisé administrativement en 8 régions : Kayes, Koulikoro (où se trouve la capitale Bamako), Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Kidal, Gao. Chaque région comprend à son tour un certain nombre de "cercles" ayant à leur tête un préfet. Les

collectivités de base sont les communes urbaines couvrant les principales agglomérations et les communes rurales regroupant les villages.

Depuis la chute de la dictature en 1991, le Mali a connu une démocratisation de sa vie politique. Les partis sont nombreux, la liberté de la presse est garantie par le gouvernement, les citoyens et les citoyennes peuvent créer des associations pour améliorer leurs conditions de vie et prendre ainsi une part active dans la définition des politiques publiques.

L'agriculture occupe une place centrale dans l'économie malienne. Elle offre une occupation à près de 75 % des maliennes et des maliens. Sujette aux aléas climatiques, elle peut générer des excédents vivriers importants ou, suite à des précipitations insuffisantes, ne pas être en mesure de nourrir la population du pays. Le coton est la principale source de devises étrangères et les subventions des pays du nord, en particulier celles des Etats-Unis (et dans une moindre mesure de l'Union européenne), sont autant de difficultés faites aux petits producteurs maliens.

Les paysannes et les paysans du Mali sont organisés au sein de syndicats professionnels dynamiques et représentatifs. La CNOP, Coordination Nationale des Organisations Paysannes Professionnelles du Mali, est membre du ROPPA et de la Via Campesina. La CNOP s'est portée candidate en novembre 2004 pour que l'organisation du forum sur la souveraineté alimentaire se tienne au Mali afin de mieux faire connaître cette proposition au niveau du continent Africain. Cette candidature a été acceptée par l'ensemble des organisations qui composent le comité de pilotage. Il semble en effet important d'y organiser des rencontres internationales pour renforcer les échanges d'expériences entre la société civile africaine et le mouvement social d'autres parties du monde.

Le gouvernement du Mali s'est engagé dans un processus de consultation des organisations paysannes pour élaborer une nouvelle loi d'Orientation Agricole. Au terme d'un travail de plus d'une année, la Loi a inscrit la souveraineté alimentaire comme la priorité des politiques agricoles que le pays doit mettre en œuvre pour améliorer les conditions de vie des populations rurales et urbaines.

En mai 2005, M. Ousmane Youssoufi MAIGA, Premier Ministre du Mali a rencontré une délégation internationale venue lui présenter le projet de tenir un forum sur la souveraineté alimentaire au Mali. M MAIGA s'est montré très favorable à cette initiative et a assuré la délégation qu'elle trouverait auprès de son gouvernement et de son pays tout l'appui nécessaire pour que ce forum mondial soit une réussite.

Les nombreuses associations maliennes et Bamakoises ont montré lors du Forum Social Mondial qui s'est déroulé au mois de janvier 2006, qu'elles disposaient des ressources humaines et du dynamisme nécessaire pour organiser un événement de cette ampleur. Fort de cette expérience, un nombre important de ces organisations souhaitent être parties prenantes de ce nouveau défi.

Le village de Sélingué

Le Forum pour la Souveraineté Alimentaire se déroulera à la campagne, à Sélingué,

village situé à 140km de Bamako à proximité du barrage hydroélectrique sur le fleuve Sankarani, un affluent du Niger, proche de la frontière de la Guinée.

Ce choix a été fait pour permettre de discuter d'agriculture et d'alimentation dans un cadre rural et paysan.

C'est une décision politique qui cherche à trouver un parallélisme et une cohérence entre les propositions de souveraineté alimentaire et les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre.

La CNOP et les différentes organisations qui la composent ont toujours réalisé leurs grandes rencontres à la campagne. Ils souhaitent profiter de cette occasion pour faire découvrir les réalités maliennes qui façonnent leur quotidien. Au delà des questions agricoles et alimentaires, Nyéléni 2007 veut créer les conditions d'émergence d'un vaste débat citoyen sur la souveraineté alimentaire, loin des corporatismes et de la défense des intérêts sectoriels.

Proche d'une usine hydro-électrique, la localité de Sélingué offre un approvisionnement électrique régulier et garanti tout au long de l'année.



Photo 1: Pêcheurs à Sélingué

Le choix de Sélingué nécessitera des aménagements pour accueillir les 600 délégués dans des conditions de confort optimales.

L'hôtel de Sélingué est composé de 23 villas qui pourront accueillir 200 personnes. Les autres participants seront hébergés dans des cases qui seront construites pour l'occasion et qui seront utilisées par la suite par les organisations maliennes et la CNOP comme centre de formation. Une partie des cases sera construite avec des matériaux et le savoir-faire traditionnel; les autres, une cinquantaine, seront bâties avec des matériaux améliorés pour en accroître la durée de vie. Elles seront utilisées par la suite par les organisations maliennes qui bénéficieront ainsi d'un centre où elles pourront effectuer leurs formations et leurs rencontres.

Le village de Sélingué dispose d'une demi-douzaine de salles suffisamment grandes pour accueillir des ateliers d'une soixantaine de personnes. Une structure légère capable d'accueillir les plénières (600 personnes) sera construite en matériaux locaux.

La CNOP et les organisations paysannes qui la composent sont chargées de la mise en place des infrastructures nécessaires au bon déroulement du Forum pour la Souveraineté Alimentaire.

Jour 1 (23 Fév.)

Ouverture & Orientation

Session 1: Cérémonie d'Ouverture
Organisation: mise d'accord sur le déroulement & l'agenda.

Session 2: Réunions régionales

Session 3: Echange sur les différents points de vue sur la Souveraineté Alimentaire: Groupes sectoriels/d'intérêt & plénière



Jour 2 (24 Fév.)

Groupes de Travail Thématiques

Session 1: « Pourquoi nous battons-nous? »

Session 2: Réunions sectorielles

Session 3: « Contre quoi nous battons-nous ? »



Jour 3 (25 Fév.)

Groupes de Travail Stratégiques:

« Que pouvons-nous faire? »

Session 1: Groupes de travail thématiques sur les stratégies

Session 2: Réunions sectorielles

Session 3: Discussion en groupes régionaux sur les actions communes

Soir: Préparation du rapport de synthèse & du programme d'action

Jour 4 (26 Fév.)

Vers un programme d'action

Session 1: Discussion en groupes sectoriels/d'intérêt de du rapport et du plan d'action

Session 2: Plénière pour discuter de du rapport de synthèse & du programme d'action. Préparation de la déclaration politique.

Session 3: Plénière (ou retour dans les groupes sectoriels/d'intérêt, si pas de consensus atteint)



Jour 5 (27 Fév.)

Conclusions & rencontre avec les gouvernements

Sessions 1&2: Réunion des régions et/ou des groupes sectoriels/d'intérêt pour finaliser le plan d'action.

Session 3: Plénière finale avec représentants des gouvernements. Adoption du programme d'action et de la déclaration politique

Session 1 = 07:30-10:00/10:30

Session 2 = 11:00/11:30-13:00

Session 3 = 16:00-19:00

Les secteurs sont:

1) Agriculteurs-trices/Paysan-ne-s, 2) Pêcheurs, 3) Pastoralistes/Bergers-ères, 4) Peuples indigènes, 5) Travailleurs-euses & Migrant-e-s, 6) Consommateurs-trices & Mouvements Urbains.

Groupes d'Intérêt sont: Les femmes, les jeunes et l'Environnement. Ils peuvent se réunir parallèlement aux groupes sectoriels.

Les soirées sont prévues pour:

Activités autogérées, débats et événements culturels.
Fête le soir du 26 Février

4. Les participants

Quelque 500 participants provenant de 98 pays participeront au forum. Ils ont été sélectionnés dans les différentes régions du monde afin d'assurer un équilibre entre les régions, les secteurs, ainsi que les hommes et les femmes. Ils ont été choisis parmi les mouvements sociaux et les organisations qui ont signé "L'appel à ce joindre à l'action pour Nyéléni" et qui participent déjà activement à des activités relatives à la souveraineté alimentaire, que ce soit au plan local, national ou régional.

5. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est chargé de la mise en place du Forum pour la Souveraineté Alimentaire. De nombreuses autres organisations que celles indiquées ci-dessous (en particulier des syndicats de salariés et des mouvements représentatifs de consommateurs) ont été invités à participer au Forum et à s'associer à sa préparation.

Le Comité de pilotage est constitué de deux personnes par organisations, l'une provenant d'Afrique, l'autre d'un autre coin du monde.

La Marche Mondiale des Femmes



La Marche mondiale des Femmes est un réseau international qui se bat contre toute forme de discrimination. La MMF milite pour un accès équitable aux ressources naturelles et au travail. Elle dénonce les politiques néolibérales qui fragilisent les femmes.

La MMF mène des actions de sensibilisation et de formation pour réduire la pauvreté,

Contact : Maryam Nobre – Brésil – e-mail : minobre@marchemondiale.org

Via Campesina



La Vía Campesina est un mouvement international composé d'organisations paysannes de petits et moyens agriculteurs, de travailleurs agricoles, de femmes ainsi que par des communautés indigènes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe. C'est un mouvement autonome, pluraliste et indépendant de tout mouvement politique, économique ou autre. Il est composé d'organisations nationales et régionales qui préservent jalousement leur autonomie. Le mouvement s'organise en 8 régions: Europe, Asie du Nord-Est et du Sud-Est, Asie du Sud, Amérique du Nord, Caraïbes, Amérique centrale, Amérique du Sud et Afrique. Maryam Sissoko (Mali) – Paul Nicholson (Europe)

Secrétariat international (à Djakarta): Téléphone +62217991890

Email: viacampesina@viacampesina.org

Le Forum Mondial des Pêcheurs et des Travailleurs de la Pêche (WFF)

Le Forum Mondial des Pêcheurs et des Travailleurs de la Pêche a été créé pour défendre les droits sociaux et humains des pêcheurs. Dans certaines régions de la planète, ils sont parfois battus ou tués lorsqu'ils tentent de s'opposer à la main mise des multinationales sur les quotas de pêche, ou lorsqu'ils luttent contre les piscicultures industrielles qui détruisent les réserves naturelles.

Même dans les pays où les gouvernements et les multinationales agissent de manière plus subtile, les pêcheurs ont besoin de s'organiser au-delà de leurs frontières nationales afin de protéger les ressources halieutiques de la pollution, et des pratiques de pêches intensives.

Secrétariat: Pedro Avedaño - 102 Bank - Suite 202, Ottawa, Ontario K1P 5N4 Canada
info@foro-pescadores.com

Le Forum Mondial des Peuples de Pêcheurs (WFFP)

Le Forum Mondial des Peuples de Pêcheurs se bat pour défendre les intérêts des communautés de pêcheurs contre les grandes multinationales de ce secteur.

Secrétariat: Herman Kumara- No.10, Malwaththa Rd., Negombo, Sri Lanka.

Tel. ++-94-314-870658/ ++-94-31-22-39750 Fax. ++-94-31-4-872692

Email: fishmove@slt.lk

Les Amis de la Terre International



Les Amis de la Terre international ont été créés en 1971 par quatre organisations de France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède. Ils fédèrent aujourd'hui 71 groupes constitués à l'échelle nationale, plus de 5000 groupes locaux et comptent plus de 1,5 millions de membres. Ils se mobilisent sur des campagnes internationales communes contre l'énergie nucléaire, la chasse à la baleine, l'utilisation des biotechnologies en agriculture. Les Amis de la Terre international militent depuis 1996 pour la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire.

Contact Amis de la Terre International: Alberto Villareal

San Jose 1423, 11 200 Montevideo, URUGUAY

Tel/Fax: 5982 902 2355 or 5982 908 2730 Email: comerc@redes.org.uy



Le ROPPA – Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest

Le ROPPA a été créé en juillet 2000 au cours d'une réunion qui s'est tenue à Cotonou et qui regroupait 100 leaders paysans mandatés par leurs organisations. Ce réseau regroupe des mouvements paysans originaires de 10 pays d'Afrique de l'ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo). Le ROPPA n'est pas fermé. A terme il envisage de réunir des organisations paysannes originaires d'autres pays de la sous-région.

Contact: Ibrahim Coulibaly
e-mail: i_ibracoul@yahoo.fr

IPC – Le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire

Basé à Rome, l'IPC joue un rôle de bureau de liaison entre les organisations de la société civile intéressées par la question de la souveraineté alimentaire et les agences des Nations Unies impliquées sur les questions agricoles et alimentaires.



Contact: Antonio Onorati, International Focal Point,
ifp@foodsovereignty.org ,

+39/ 340 82 19 456

6. La souveraineté alimentaire : c'est quoi ?

«La souveraineté alimentaire est le droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protéger et de réglementer la production et le commerce agricoles intérieurs afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, de déterminer dans quelle mesure ils veulent être autonomes [et] de limiter le dumping des produits sur leurs marchés. »

La souveraineté alimentaire est donc une alternative aux politiques agricoles néolibérales imposées par l'Organisation Mondiale du Commerce, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. Un nombre croissant d'organisation font référence à cette proposition sans en comprendre ou en accepter le caractère éminemment politique, en rupture radicale avec le système économique capitaliste dominant.

Un nombre croissant de personnalités politiques, syndicales ou associatives utilise le terme de *Souveraineté alimentaire* en cherchant à le réduire à une proposition souverainiste, synonyme de repli sur soi et de refus des échanges et des complémentarités. Le Forum sera l'occasion de réaffirmer de manière positive le fait que la lutte pour la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire englobe quatre niveaux interdépendants qui seront débattus et précisés lors des journées de février 2007. Ces quatre niveaux sont le niveau politique, le niveau économique, le niveau social et le niveau environnemental.

Nyéleni 2007 s'attachera en particulier à préciser les points suivants qui ont définis en 1996 et réaffirmés en 2001 :

- **Donner la priorité** à la production par les exploitations paysannes et familiales de denrées pour les marchés intérieurs et locaux, selon des systèmes de production diversifiés et écologiques;
- **Veiller à ce que les agriculteurs reçoivent le juste prix pour leur production**, afin de protéger les marchés intérieurs des importations à bas prix relevant du dumping;
- **Garantir l'accès à la terre, à l'eau, aux forêts, aux zones de pêche et aux autres ressources** à la faveur d'une véritable redistribution;
- **Reconnaître et promouvoir le rôle des femmes** dans la production de denrées alimentaires et veiller à ce qu'elles aient un accès équitable aux ressources productives et qu'elles en aient la maîtrise;
- **Veiller à ce que les communautés aient le contrôle des ressources productives**, par opposition à l'acquisition par des sociétés des terres, de l'eau, des ressources génétiques et d'autres ressources;
- **Protéger les semences**, base de la nourriture et de la vie elle-même, et veiller à ce que les agriculteurs puissent les échanger et les utiliser librement, ce qui suppose le refus des brevets sur la vie et l'adoption d'un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées;
- **Investir des fonds publics** à l'appui des activités productives des familles et des communautés, en mettant l'accent sur l'autonomisation, le contrôle local et la

production de nourriture pour la population et les marchés locaux.».

Le principe de souveraineté alimentaire a été lancé en 1996 pendant le Sommet Mondial de l'Alimentation de la FAO à Rome par le mouvement paysan international Via Campesina.

Depuis cette proposition a commencé à jouer un rôle clé dans le débat sur l'agriculture et les alternatives aux politiques néolibérales. **Avant que la souveraineté alimentaire ne soit introduite, la sécurité alimentaire se contentait de réfléchir au moyen de garantir une alimentation suffisante par le biais du commerce, que ce soit à un échelon national ou international.** Le principe de la souveraineté alimentaire place les producteurs agricoles au centre du débat et soutient les peuples dans leur droit de produire leur propre alimentation indépendamment des opportunités de marché.

Le principe de souveraineté alimentaire encourage le développement de modèles alternatifs de production, de distribution et de consommation basés sur une logique différente de la logique néolibérale qui donne un rôle central aux marchés et à la libéralisation du commerce et qui considère que seuls les marchés internationaux peuvent résoudre la question de l'insécurité alimentaire.

Le droit à la souveraineté alimentaire est discuté dans de très nombreux forums, réseaux et conférences, tels que les Forums Sociaux Mondiaux, la campagne More and Better, le réseau "Notre Monde n'est pas une marchandise" et la Conférence de Genève sur l'OMC qui s'est déroulée en novembre 2004. En juin 2002, le Forum des ONG sur la Souveraineté alimentaire a été organisé à Rome parallèlement au Sommet Mondial de l'alimentation de la FAO et a permis aux principaux acteurs impliqués sur les questions d'agriculture et d'alimentation de se rencontrer et d'échanger. Une majorité de ces organisations, ainsi qu'un nombre, chaque jour croissant, de réseaux et d'alliances considèrent maintenant la souveraineté alimentaire comme une alternative crédible permettant la mise en œuvre de politiques agricoles et alimentaires adaptées aux besoins et aux aspirations des peuples de la planète.

L'intérêt pour la souveraineté alimentaire va également croissant dans les cercles institutionnels : **la FAO** est engagée au plus haut niveau dans un dialogue avec des organisations non gouvernementales de la société civile sur la définition de mesures concrètes pour mettre en œuvre la souveraineté alimentaire.

Le Rapporteur Spécial de la Commission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Jean Ziegler, a donné au principe de la souveraineté alimentaire une place prééminente dans un de ses rapports.

Le gouvernement du Mali est engagé dans un processus visant à introduire ce principe dans sa législation. Nous pensons qu'un forum en 2007 offrira une nouvelle opportunité d'augmenter la reconnaissance de la souveraineté alimentaire et de renforcer les actions et campagnes pour sa mise en œuvre. Durant ces cinq jours, les participants ne seront pas seulement invités à préciser ce qu'est le droit à la souveraineté alimentaire et ce que cela implique pour la politique agricole et alimentaire dans leur propres régions et pays. Ils réfléchiront également à une stratégie globale et dynamique pour que la souveraineté alimentaire soit prise en compte et mise en pratique au niveau international et au niveau local.

7. L'accréditation des journalistes

Les médias sont invités à couvrir cet événement et à rencontrer ses participants. Cependant, seuls les journalistes accrédités seront acceptés à Sélingué. Nous vous prions de remplir le formulaire d'accréditation en ligne sur www.nyeleni2007.org

Sauf dans des cas particuliers, nous demandons aux journalistes de couvrir leurs propres dépenses, y compris les voyages locaux et internationaux, le logement et la nourriture.

Des repas seront disponibles à Sélingué à un prix raisonnable.

Communications, Internet, téléphone :

La modicité de notre budget et le cadre rural de cette rencontre ne nous permettent pas d'ouvrir une salle de presse avec toutes les facilités (ordinateurs...) auxquelles vous pouvez être habitués. Néanmoins Sur place, un accès internet Wif-Fi sera disponible avec un débit de 512 Ko, suffisant pour envoyer des articles et des photos. Celles et ceux d'entre vous équipés d'un ordinateur portable pourront donc travailler depuis Sélingué. Vous pouvez également utiliser vos téléphones portables sur le site du forum. Les conditions à Sélingué seront celles d'un simple village africain et la zone est poussiéreuse (cela peut endommager les équipements électroniques fragiles). Il est cependant possible de se connecter à Internet à Bamako.

Pour plus d'informations, visitez notre site www.nyeleni2007.org

Ou contactez nous :

Dionkounda Traoré e-mail : dtraore@snvworld.org
Téléphone : +223 6790700 et + 223 6416128 (Mali)

Jean-Marc Desfilhes- e-mail : international@confederationpaysanne.fr
Téléphone : +33685679733 (France)
Et +2239273716 (Mali)

Isabelle Delforge- e-mail : idelforge@viacampesina.org
Téléphone: +62-81513224565 (Indonésie)
Et + 2236964635 (Mali)

Branchez-vous sur Nyéléni Info !

Une équipe de journalistes, photographes, réalisateurs de radio et vidéo, blogueurs et écrivains couvre le forum pour vous.

Inscrivez-vous à la liste e-mail en ligne sur www.nyeleni2007.org